

Tenter d'unir la gauche en repensant son projet de société pour le XXI^e siècle

Suivre la démarche analytique de K. Marx, mais en l'adaptant
au capitalisme néolibéral d'aujourd'hui.

Guy Bajoit¹
Octobre 2021

L'objet de cet article est de contribuer à la réflexion des forces sociales et politiques de la gauche, qui ont compris l'urgente nécessité de repenser leur analyse et leur programme d'action, afin de les adapter aux réalités du XXI^e siècle et de pouvoir ainsi agir efficacement sur le monde d'aujourd'hui et de demain. Pour réaliser cet exercice, je me suis évidemment inspiré de mes convictions personnelles, acquises par la fréquentation assidue de mes deux principaux « maîtres à penser » : Karl Marx et Alain Touraine. Il me semble évident que la démarche analytique de K. Marx a aidé efficacement le mouvement ouvrier et la gauche à orienter leurs actions et à obtenir, au cours du XX^e siècle, une amélioration réelle des conditions matérielles et sociales de vie, non seulement de la classe ouvrière, mais aussi de la majorité des populations, au moins dans les pays qui ont connu l'État-providence.² Je suis convaincu que, pour concevoir un nouveau projet émancipateur, porté par la gauche actuelle, nous devons suivre la même démarche analytique que celle que K. Marx a suivie, mais en l'appliquant au capitalisme actuel, qui est très différent de celui qu'il a analysé au milieu du XIX^e siècle. Voici ce que cela donne !

1- Comment expliquer l'efficacité de la pensée de K. Marx ?

Deux facteurs essentiels me paraissent pouvoir expliquer pourquoi la pensée de Marx a eu cette efficacité : *une analyse scientifiquement correcte* des relations de classes du capitalisme de son époque et, sur base de cette analyse, *un projet politique d'action culturellement légitime et politiquement stratégique*.

1- Une analyse scientifiquement correcte du capitalisme du XIX^e siècle

Le capitalisme était, et est toujours, un *mode de production de la richesse économique*. Il a une longue histoire. Celui que Marx a analysé était le capitalisme industriel, libéral et national, du milieu du XIX^e en Grande-Bretagne. Pour bien comprendre en quoi son analyse a été correcte, il faut d'abord expliquer *ce qu'est un « mode de production » en général*, car il y en a eu beaucoup au cours de notre histoire.³

Un mode de production est une relation entre *deux classes sociales* : une classe *productrice* (classe P) et une classe *gestionnaire* (classe G). La relation entre les deux obéit toujours à *certaines conditions générales*, que l'on retrouve dans n'importe quel mode de production :

a- La classe P est toujours un ensemble d'individus qui ont en commun un *besoin vital* : de terre, d'argent, de sécurité physique, de moyens de transport, d'outils, d'appartenance à la communauté, de salut de leur âme, etc. Cette classe P n'a pas les moyens de satisfaire ce besoin sans l'aide d'une classe G, qui elle, en dispose ; elle en est donc *dépendante*. Dès lors, puisque

¹ Professeur émérite de sociologie de l'Université catholique de Louvain et Président du CETRI (Centre Tricontinental).

² Pourquoi pas dans tous? Sans être l'unique facteur explicatif, l'impérialisme colonial des pays du Nord a été décisif pour expliquer les inégalités de développement qui continuent d'exister aujourd'hui.

³ Dans un travail antérieur, en me servant des trois dimensions de ce concept que je présente ici, j'ai pu identifier *huit modes de production*, seulement dans l'histoire de l'Europe occidentale. Mais il en existe plusieurs autres dans l'histoire de l'humanité. Les hommes font preuve d'une imagination inépuisable dès lors qu'il s'agit d'inventer des manières de profiter des besoins vitaux de leurs semblables pour les contraindre à travailler durement et à se contenter de salaires de misère.

ce besoin est vital, *pour survivre*, la classe P doit travailler pour la classe G : elle produira des biens et des services dont la valeur peut être considérée comme équivalente à la rémunération que la classe G est disposée à lui payer (en nature ou en argent). Le travail par lequel la classe P produit une valeur égale à sa rémunération est appelé, par Marx, le « *travail nécessaire* ».

b- L'état de dépendance dans laquelle se trouve la classe P l'oblige aussi, en plus du travail nécessaire, à fournir un travail excédentaire (que Marx appelle « *surtravail* »). Pendant le temps de surtravail, la classe P produit aussi des biens et des services dont la valeur constitue une « *plus-value* », que la classe G s'approprie, la considérant comme sa rémunération propre, justifiée par le « service » qu'elle rend à la classe P. Bien entendu, elle gère cette plus-value à son gré : elle décide seule de l'usage qu'elle en fait, que ce soit financer d'autres frais de production, faire des investissements, ou... se payer un train de vie luxueux !

c- Si la classe P et la classe G trouvent leur compte dans les conditions énoncées ci-dessus, *la collaboration* entre elles devient possible. Mais, le plus souvent cependant, leurs rétributions sont tellement inégales que la classe P se considère comme excessivement « *exploitée* ». Il arrive alors qu'elle se déclare *en conflit* avec la classe G, et exprime des revendications par des actions qui menacent parfois l'existence même de cette dernière. Alors la classe G peut réagir soit par la *répression* des travailleurs, soit en acceptant une partie de leurs revendications. Dans ce dernier cas, elle cherche à récupérer la plus-value ainsi perdue par une augmentation de l'*intensité* du travail et de sa *productivité*.

Prenant en compte ces *trois critères*, rappelons maintenant comment Marx, notamment dans *Le Capital*, les a appliqués à l'analyse du *mode de production capitaliste industriel* de son époque.

a- Le prolétariat (classe P) était dépendant de la bourgeoisie (classe G) parce qu'il était *privé de moyens de production* sans lesquels ses membres ne pouvaient pas travailler ni gagner leur vie. Ceux-ci ne possédaient que leur force de travail et ils étaient obligés de la vendre contre un salaire. Cette force de travail était considérée comme une *marchandise* et était vendue à sa valeur d'échange sur le marché du travail où les travailleurs étaient en compétition entre eux. Cette valeur correspondait à la somme des valeurs d'échange des biens socialement nécessaires à sa simple reproduction (se vêtir, se loger, manger, dormir et retourner travailler le lendemain). Une partie des biens et des services qu'ils produisaient avec les moyens de production des patrons (travail nécessaire) était vendue sur le marché et permettait à ces derniers de financer les salaires.

b- Mais les patrons avaient bien d'autres frais que les salaires de leurs ouvriers : il leur fallait acheter les matières à transformer, faire fonctionner leur usine, amortir leur matériel pour acheter des nouveaux outils, rémunérer aussi leurs employés, verser des dividendes à leurs actionnaires, rembourser leurs emprunts, et bien sûr, *se rémunérer eux-mêmes*. Il fallait donc que leurs ouvriers produisent plus de valeur marchande que celle de leurs salaires, qu'ils passent une partie de leur temps de travail à produire une plus-value, en fournissant un surtravail, dont les fruits étaient également appropriés par les patrons.

c- Les patrons avaient tout intérêt à ce que leurs ouvriers leur coûtent le moins cher possible, afin de réduire le temps du travail nécessaire et d'augmenter celui du surtravail. Ils payaient donc des salaires de misère (aux hommes, mais surtout aux femmes et aux enfants), les faisaient travailler dans des conditions inhumaines, pendant des journées très longues, et ils vivaient dans des taudis surpeuplés... Les conflits étaient nombreux et les revendications portaient sur la hausse des salaires, le raccourcissement du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail et de vie. Il faut noter que *ces trois enjeux rognaien peu à peu la plus-value* : en effet, si les patrons les acceptaient, ne fût-ce qu'en partie, la plus-value ne pouvait que diminuer.⁴

⁴ Il importe de bien comprendre cela : si la force de travail coûtait plus cher, le temps du travail nécessaire augmentait et celui du surtravail diminuait donc, et si la durée totale du travail diminuait, le temps de surtravail

C'est pourquoi, pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, les patrons réagirent par une répression extrêmement violente du mouvement ouvrier naissant, interdisant légalement les manifestations et le syndicalisme lui-même. Ils trouvèrent cependant la solution, grâce à l'innovation technologique et organisationnelle. La première permettait d'augmenter la *productivité du travail* et la seconde (le taylorisme) augmentait *l'intensité du travail*. Les deux permettaient de produire beaucoup plus de valeur d'échange en moins de temps. Les patrons pouvaient donc accepter une hausse progressive des salaires et des charges sociales, *sans réduction de la plus-value* (et même en l'augmentant beaucoup) puisqu'ils récupéraient la plus-value *absolue* perdue grâce à l'augmentation de la plus-value *relative*.⁵

2- Un projet d'action politique, légitime et stratégique

La seconde condition de l'efficacité de l'analyse de Marx était qu'elle pouvait déboucher sur *un projet concret d'action* : il voulait non seulement comprendre le monde, mais aussi le transformer par l'action du prolétariat sur la bourgeoisie. Pour être efficace, *trois voies* étaient possibles : 1) supprimer la bourgeoisie et la remplacer par un parti révolutionnaire qui prendrait le contrôle de l'État et gérerait l'économie ; 2) remplacer la bourgeoisie par des conseils d'ouvriers qui autogéreraient les entreprises ; 3) obliger la bourgeoisie à accepter les revendications du prolétariat en la soumettant à des conflits réguliers avec un mouvement social puissant, organisé en syndicats. Telles furent, en effet, les trois voies que les prolétaires pouvaient emprunter (et qui les divisèrent aussi) : *la révolution politique, l'autogestion et la social-démocratie*. Un siècle et demi plus tard, l'histoire nous a appris que, si ces trois voies étaient théoriquement crédibles, *seule la troisième, le socialisme démocratique*, a permis d'améliorer effectivement les conditions de travail et de vie dans certains pays.⁶

C'est ici qu'interviennent *l'idéologie et l'utopie, donc, la culture*. En effet, quel que soit le mode de production, pour que la *collaboration conflictuelle* entre les deux classes soit possible, il faut *qu'elle ait un sens* à leurs yeux : elle doit reposer sur *une référence culturelle commune*⁷, qui permette de donner un sens à l'inégalité entre elles, donc à la *soumission* de la classe P, *mais aussi à sa rébellion* contre une classe G qui ne tiendrait pas ses engagements. Dans le cas du capitalisme industriel, cette croyance commune était *le Progrès*.

Or, précisément, l'efficacité de la pensée de Marx a tenu surtout au fait que son analyse correcte a offert *une base scientifique aux revendications légitimes et stratégiques du mouvement ouvrier*. Elles étaient *légitimes* parce que le Progrès était alors le principe de sens principal du modèle culturel régnant. Il était, à cette époque, le « nouveau dieu » (le Zeus de l'Olympe) qui donnait du sens à la vie et orientait les conduites humaines ; et le rôle du prolétariat était d'être le Prométhée moderne. Tout le monde y croyait (« on n'arrête pas le Progrès »), même si les deux classes en avaient *des interprétations différentes* et opposées : pour le prolétariat il s'agissait d'un Progrès matériel et social ; pour la bourgeoisie, d'un Progrès technique et financier ; chacune y puisait donc la légitimité de ce qu'elle faisait. En plus, les revendications du mouvement ouvrier étaient aussi *stratégiques* parce qu'elles mettaient en cause la capacité de la bourgeoisie de se reproduire comme classe gestionnaire, en s'attaquant à son objectif central : faire produire par le surtravail la plus grande quantité possible de plus-value. Sans prétendre refaire l'histoire, on peut au moins faire l'hypothèse que les conflits de

diminuait aussi. Si ces deux changements se produisaient en même temps, la plus-value risquait, à la longue, de disparaître. Cette « tendance à la diminution des taux de profit » faisait dire à Marx que le capitalisme « creusait sa propre tombe ».

⁵ Ils gagnaient moins sur chaque produit (plus-value absolue), mais, en produisant une plus grande quantité de produits, ils gagnaient plus sur l'ensemble (plus-value relative).

⁶ On peut discuter interminablement cette affirmation, mais les faits sont ce qu'ils sont : il suffit pour s'en convaincre que comparer aujourd'hui les conditions de vie des pays scandinaves et celles des pays de l'ancien bloc soviétique..

⁷ Plusieurs croyances culturelles peuvent servir à cela : « *C'est l'ordre social voulu par Dieu* », « *c'est nécessaire à la survie de la Cité* », « *la classe G est génétiquement supérieure* », « *c'est ainsi qu'on fait le Progrès* », etc.

classes menés par les syndicats ont été une (sinon la principale) raison pour laquelle la bourgeoisie industrielle a stimulé si fortement l'innovation technologique (le Progrès technique) : c'était nécessaire, en effet, pour augmenter la plus-value relative. Or, c'est en exigeant le « partage des gains obtenus par les hausses de productivité » que le mouvement ouvrier a rendu possible *la transformation du Progrès technique en Progrès social*. Son action a conduit au *New Deal*, d'abord aux États-Unis de Franklin Roosevelt et d'Henri Ford, puis en Europe occidentale, notamment dans la Grande-Bretagne de John M. Keynes ou la France de L. Blum, durant les années 1930. Interrompu par la Seconde Guerre mondiale, ce projet a été repris plus vigoureusement en 1945 et il a mené à l'État-providence qui a marqué les années suivantes (les « Trente Glorieuses » et les « Golden Sixties »), jusqu'en 1975.

Pour conclure sur ce point, je me permets d'insister sur ce que je considère comme *essentiel* : *c'est parce que l'analyse de Marx était scientifiquement correcte et parce que les revendications qui en découlaient étaient stratégiques et culturellement légitimes que sa pensée a été efficace*. Il a dit exactement ce qu'il fallait dire, au moment, à l'endroit précis et à ceux à qui il fallait le dire. Aujourd'hui, nous devons suivre cet exemple, mais... *il nous faut refaire une nouvelle analyse* d'une réalité devenue très différente !

II- Quelles sont les nouvelles réalités du capitalisme du XXI^e siècle ?

Parmi tous les changements qui ont marqué les cinquante dernières années, deux me paraissent absolument fondamentaux. Ils ont commencé dans les pays du Nord occidental et se sont répandus ensuite presque dans le monde entier. Le premier est l'abandon du *capitalisme industriel, national et protectionniste*, et l'adoption du *capitalisme néolibéral, mondialisé et dérégulé*. Le second est la fin du règne du *modèle culturel progressiste* de la première modernité et son remplacement par le *modèle culturel subjectiviste* de la seconde. Donc, un changement des pratiques et, en parallèle, un changement de la culture. Les deux sont bien sûr étroitement liés, et *leur relation est décisive* pour comprendre le monde d'aujourd'hui.

1- La logique de fonctionnement du capitalisme néolibéral

Le capitalisme est doté d'une extraordinaire capacité de s'adapter au milieu humain dans lequel il s'implante et de créer, à chacune de ses mutations, une nouvelle manière de fonctionner et de survivre aux changements que lui-même produit. Et ce n'est pas la première fois qu'il mute. Nous lui connaissons au moins quatre formes : le capitalisme *artisanal-marchand* (du XV^e au XVIII^e siècles en Europe occidentale) ; le capitalisme *industriel libéral* (celui que Marx a analysé au XIX^e siècle en Grande-Bretagne) ; le capitalisme *national protectionniste* (après la crise de 1929 et jusque dans les années 1970) ; et le capitalisme *néolibéral mondialisé* (depuis le dernier tiers du XX^e siècle jusqu'aujourd'hui).⁸ À chaque étape de son évolution, *sa logique de fonctionnement* a été différente, donc aussi son mode de production, ses classes sociales et les relations entre elles. Voyons ici, très synthétiquement, quelle est la *logique de fonctionnement du capitalisme néolibéral qui règne aujourd'hui sur le monde*.⁹

a- La *mutation technologique* (informatique, robotique, intelligence artificielle, génétique...) qui a connu un premier point culminant au début des années 1970, a engendré une croissance exceptionnelle de la productivité du travail. Pour les plus grandes entreprises, celles qui ont su prendre ce « virage technologique », les marchés internes des pays où elles étaient installées se sont révélés trop petits, trop étroits pour absorber tous les biens et les services

⁸ Dès lors, affirmer, comme l'ont répété infatigablement certains auteurs après K. Marx, que le capitalisme « creuse sa propre tombe », qu'il est entré dans sa « phase ultime » ou qu'il « est mourant » ne leur sert qu'à se donner bonne conscience et du courage, mais ne correspond à aucune réalité historique.

⁹ Je résume ici, aussi brièvement que possible, un livre que j'ai publié en 2020 : *Le Capitalisme néolibéral : comment il fonctionne et comment le combattre ?* (Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan).

qu'elles étaient capables de produire. Dès lors, elles durent se livrer entre elles à une compétition très dure pour trouver activement de nouveaux marchés dans le monde entier.

b- Pour conquérir ces marchés externes, les grandes entreprises multinationales exercèrent des pressions sur les États nationaux pour qu'ils réduisent ou éliminent les droits de douane (qui protégeaient les entreprises nationales contre la concurrence étrangère) et qu'ils laissent circuler librement les biens, les services et les capitaux. Il en résulta une *mutation économique* : la croyance au vieux libéralisme du XIX^e siècle fut ressuscitée. Comme l'avait conseillé Adam Smith (1723-1790), on se remit à faire confiance en « *la main invisible du marché* » pour construire le bien-être général, tout en encourageant chaque propriétaire d'entreprise à s'occuper uniquement de ses intérêts particuliers. Ainsi, par un incroyable paradoxe, l'intérêt général serait servi sans qu'aucun d'entre eux n'ait à s'en occuper, et surtout, sans que l'État s'en mêle. La compétition entre eux se chargerait d'éliminer elle-même les moins performants : elle sélectionnerait « les meilleurs », c'est-à-dire ceux qui produiraient les biens et les services de meilleure qualité au moindre prix et elle se chargerait de punir les tricheurs et les escrocs. Et de fait, les grandes entreprises, celles qui sont parvenues à devenir les plus compétitives, ont produit plus de richesse économique que jamais l'humanité n'en avait produite au cours de son histoire. Mais il y eut *un lourd tribut à payer*, que nous examinerons plus loin : la croissance et le développement sont deux choses très différentes !

c- L'efficacité du capitalisme néolibéral fut si grande qu'il produisit aussi une *mutation de l'ordre politique international*. Jusqu'alors, cet ordre était régulé par les relations, plus ou moins tendues, entre le Bloc de l'Ouest et le Bloc de l'Est, avec à leur tête, les pays qui avaient gagné la Seconde Guerre mondiale. Mais, vers 1970, au moment où le néolibéralisme commença à se répandre dans le monde, l'URSS connut une crise profonde, due à un excès de rigidité et de bureaucratie qui réduisait sa capacité de résister à la compétition internationale. Gorbatchev s'efforça de réformer le régime communiste par la *glasnost* et la *perestroïka*, mais il n'y parvint pas. Dès lors, le Bloc de l'Ouest triompha et, à partir de 1989, le capitalisme néolibéral s'imposa en Russie et dans presque tous ses pays satellites. Après ce changement radical, l'ordre politique et économique mondial fut régi autrement : il fut géré par les grandes organisations internationales comme la Banque mondiale, l'Office mondial du commerce, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économique, ou par des alliances entre États comme le G7/8, le G20, le Mercosur, l'Union Européenne, etc.

d- Dans leur ensemble, toutes ces organisations promeuvent le néolibéralisme dans les États Nations, ce qui explique pourquoi *une mutation politique* s'est produite au sein de chacun d'eux. En quelques années, leurs dirigeants – surtout ceux de la droite ou du centre, mais aussi ceux de la gauche – ont compris qu'ils avaient intérêt à accepter les exigences des entreprises multinationales et des organisations internationales. Certains, les plus à gauche, ont bien tenté de résister peu ou prou, mais ils ont fini par céder au chantage, si possible en négociant ce qui pouvait l'être : refuser de se soumettre aurait eu des conséquences plus néfastes (le chômage notamment) que d'accepter. Ces changements firent comprendre aux citoyens que leurs dirigeants politiques avaient perdu, ou étaient en train de perdre, le contrôle de la souveraineté nationale, mais qu'ils continuaient néanmoins à faire des promesses pour être élus, en sachant pertinemment qu'ils ne pourraient pas les tenir. D'où la terrible crise de la démocratie parlementaire représentative. Les électeurs, surtout les plus jeunes, ne crurent plus aux élections et s'abstinrent d'y participer quand ils le pouvaient ; les partis de la gauche perdirent de leur crédibilité ; la droite populiste commença à marquer des points dans certains pays en jouant sur de prétendus périls externes ; et dans certains pays, elle parvint à s'imposer (en attendant que d'autres succombent). Parfois, des mouvements de révolte exigèrent le départ des dirigeants politiques : « *dégage !* », « *qu'ils s'en aillent tous !* » Quant aux partis politiques, habitués à la démocratie représentative et parlementaire n'ont, jusqu'à maintenant, pas encore eu assez d'imagination pour inventer un autre système.

e- Les quatre mutations que je viens de rappeler ci-dessus en ont provoqué une cinquième, elle aussi, fondamentale : *la mutation du contrat social*.¹⁰ En effet, comment tous les groupes d'intérêts divergents pourraient-ils coexister pacifiquement dans des pays qui semblent gouvernés exclusivement pour le plus grand bénéfice de certains de ses membres, les plus riches, *et non pour tous* ? Le Pacte social de l'État-providence ne fonctionne plus comme avant car les exigences du néolibéralisme sont radicales : privatisation des entreprises et de certains services publics susceptibles d'être rentables ; fin des aides publiques aux entreprises nationales en difficulté (au nom des « bienfaits » de la concurrence) ; droit des investisseurs étrangers de participer à des adjudications et de bénéficier de concessions dans n'importe quel pays ; tolérance en matière fiscale (facilités et cadeaux fiscaux, délocalisation du siège légal des entreprises dans un paradis fiscal) ; droit de recourir à des tribunaux internationaux en cas de litige avec un État ou avec une organisation sociale ou politique nationale ; austérité budgétaire et réduction des financements des États pour les politiques sociales et culturelles, alors que les inégalités ne cessent d'augmenter avec le chômage et l'exclusion sociale ; accès à la Sécurité sociale soumis à des conditions plus difficiles à remplir ; augmentation des coûts des soins de santé, de l'éducation, du logement, du transport, etc. Suite à ces changements, un vent de révolte et de colère – on pourrait même parler d'une « rage sociale » avec ce qu'elle comporte de désordre et d'excès ! –, s'est levé dans beaucoup de pays du monde : dans le Monde arabe, en Afrique, en Asie et plus encore en Amérique latine.

f- Les cinq mutations signalées ci-dessus en ont suscité une sixième : *la mutation de l'intégration sociale*. Pour le dire simplement, elles ont eu des conséquences sur le désir et le plaisir qu'éprouvent les individus de vivre ensemble dans le monde tel qu'il est. Cela a eu d'innombrables effets sur leur vie quotidienne, sur leur évaluation du temps, leur manière de voir le passé, le présent, l'avenir et la condition humaine en général. Pour qu'une collectivité soit *intégrée*, il faut que ses membres apprennent par leur socialisation, quels sont leurs rôles sociaux et comment ils doivent les remplir, et aussi, qu'ils puissent disposer des ressources (santé, éducation, logement, information, emploi, revenus, sécurité...) dont ils auront besoin pour se conformer aux normes de ces rôles. Or, selon l'idéologie néolibérale, chaque individu, dans la mesure du possible, est censé se conduire de manière autonome et savoir s'arranger seul pour obtenir les ressources de son intégration sociale (voir le point 2 ci-après). Il en résulte une généralisation de l'individualisme : le mérite individuel devient un mode d'intégration sociale et chaque collectivité humaine devient une somme d'individus. Chacun pour son propre compte, s'arrange comme il peut pour trouver les ressources dont il a besoin. Dans cette « jungle » il sera donc un *Consommateur* insatiable (et endetté), un *Compétiteur* impitoyable (et dépolitisé) et une *Communicateur* infatigable (et intoxiqué) : bref, un « individu CCC ». Endetté, dépolitisé et intoxiqué, tel est, très exactement, le type d'individu dont le capitalisme néolibéral a besoin pour « bien » fonctionner selon sa logique propre.

Comme le lecteur peut s'en rendre compte, le capitalisme néolibéral obéit bien à *une logique* : un tout replié sur lui-même, un cercle fermé (qui peut être vicieux pour certains acteurs et vertueux pour d'autres). Ce n'est donc pas seulement un « mode de production » de la richesse économique, mais un *régime sociétal* qui « tourne en boucle », indépendamment de la volonté de la plupart des acteurs. On peut commencer à dérouler cette logique par où l'on veut, on reviendra toujours au point de départ : *la mutation technologique engendre (→) une mutation économique et (→) une mutation de l'ordre politique international, qui à leur tour provoquent (→) une mutation politique dans chaque État national, laquelle produit (→) une mutation du contrat social et (→) une mutation de la socialisation et de l'intégration des*

¹⁰ J'appelle « contrat social » l'ensemble des dispositifs institués par l'État qui permettent à tous les groupes d'intérêts constitutifs d'une collectivité humaine de coexister pacifiquement, malgré leurs divergences, en négociant des compromis entre eux, sous l'arbitrage et avec la garantie de l'État. Dit autrement : qu'aucun d'entre eux n'en vienne à recourir à la violence, voire à prendre les armes, pour faire valoir ses intérêts.

individus, lesquelles finalement encouragent (→) la mutation technologique, etc. Pour que cette causalité circulaire fonctionne “bien”, il faut que, dans chacun des six champs relationnels concernés, les acteurs dominants obéissent aux exigences de ceux du champ précédent et obtiennent de ceux du champ suivant qu’ils se soumettent aux leurs. Si, dans un champ quelconque, les acteurs refusaient d’obéir ou réagissaient trop lentement, ils perturberaient la logique du tout.

2- La crise du Progrès et la généralisation de la croyance au Sujet

Le second changement fondamental, après la généralisation du néolibéralisme, a été la mutation du modèle culturel régnant. Pour bien faire comprendre ce changement, il est nécessaire de préciser le concept de « *modèle culturel* ». L’être humain est un « animal de sens ». Cela signifie qu’il a besoin que les autres lui enseignent comment il doit se comporter s’il veut mener une vie qui ait un sens (qui ne soit ni absurde, ni arbitraire), une « vie bonne », qui soit considérée comme digne par les autres et par lui-même. Dès lors, toute collectivité humaine produit des *références culturelles* (des représentations, des valeurs, des traditions, des normes de conduite) qui « disent » à leurs membres ce que, dans leur vie personnelle, ils doivent considérer comme bon (ou mauvais), beau (ou laid), vrai (ou faux), juste (ou injuste) de faire, dire, penser, croire et même ressentir. C’est l’ensemble de ces références culturelles que la sociologie appelle un modèle culturel. Pour le dire simplement, c’est *une conception de la « vie bonne »*.

Évidemment, les modèles culturels régnants varient d’une collectivité à l’autre et, en chacune d’elles, ils varient aussi dans le temps. Par exemple, en Europe occidentale, jusqu’aux révolutions industrielles modernes, les références culturelles régnaient furent définies par le *modèle culturel chrétien*. Mener une vie bonne, cela voulait dire obéir aux commandements que la Bible attribuait à Dieu et, par la suite, que l’Église catholique et ses papes (supposés infaillibles) attribuaient à Jésus-Christ. Plus tard, et après quelques siècles de lutte (de la Renaissance au Siècle des Lumières), la modernité parvint à imposer sa conception du monde et de la vie (technique, économique, politique, sociale), et le modèle chrétien cessa peu à peu de régner (sans pour autant disparaître). Il dut céder sa place au modèle culturel de la première modernité : *le modèle culturel progressiste*, celui dont je prétends ici qu’il a commencé à muter vers 1965-1970. Rappelons brièvement quels furent les principes de sens de ce modèle culturel.

a- Le modèle culturel de la modernité progressiste

- *La Raison*. La relation entre l’être humain et les mondes (naturel, surnaturel, social et individuel) doit être régie par *la Science* : il faut observer la réalité pour essayer de la comprendre, formuler des hypothèses, expérimenter, comparer les résultats, vérifier et énoncer les lois qui la régissent.

- *Le Progrès*. Sur la base des découvertes scientifiques, il faut imaginer des méthodes et créer des outils techniques qui doivent servir à transformer le monde grâce au travail humain, et ainsi, améliorer petit à petit les conditions matérielles et sociales de vie (faciliter le travail, le transport, guérir les maladies, prolonger la vie, bref, soulager la condition humaine.)

- *La Nation-Patrie*. L’espace territorial sur lequel est organisée la vie commune de la collectivité est une Nation, gouvernée par un État qui monopolise les droits régaliens.¹¹ Cette Nation doit être aimée et défendue par ses citoyens contre l’ingérence ou l’agressivité des collectivités proches ou lointaines : elle est une Patrie, pour qui il faut vivre et parfois mourir.

- *La Démocratie représentative*. Pour gouverner leur vie commune, les humains n’ont besoin ni du pouvoir spirituel des dieux ou des clercs, ni du pouvoir temporel des rois, des

¹¹ Ces droits sont au nombre de sept : faire des lois, exercer la justice, maintenir l’ordre interne, percevoir des impôts, battre monnaie, lever une armée, gérer les relations avec les autres collectivités

empereurs ou des aristocrates. Ils sont non seulement rationnels, mais aussi raisonnables, donc capables de s'autogouverner par la démocratie, en respectant la Liberté politique de chacun.

-. *L'Égalité d'Utilité*. « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. »¹² Les droits en question sont la liberté, la propriété, la sécurité et la résistance à l'oppression. Cependant, certaines inégalités sont culturellement légitimes parce que, parmi les humains, certains plus ou moins utiles, d'autres sont inutiles ou même nuisibles.

-. *Le Devoir*. La vie commune implique une division du travail entre de nombreux rôles sociaux différents. Chaque membre, pour être utile au Progrès et à la Nation, doit se conformer aux normes de ses rôles. Donc, chacun obéit aux autres ! Cependant, en agissant ainsi il n'obéit qu'à lui-même car, comme l'a bien dit J.-J. Rousseau¹³, il a tout intérêt à troquer sa liberté naturelle contre une liberté politique qui lui garantit la sécurité de sa personne et de ses biens.

Se conformer à ces six principes de sens *était*, au moins jusqu'au dernier tiers du XX^e siècle, ce qu'il fallait savoir faire pour avoir une « vie bonne ». Ces principes, traduits en idéologies différentes (et rivales) ont donné du sens et orienté la vie commune des quatre grandes voies de la modernisation industrielle : celle de la droite (libéralisme, nationalisme) et celle de la gauche (communisme, social-démocratie). Voyons maintenant comment ce modèle culturel est entré en crise et par quel autre il a été peu à peu remplacé.

b- La crise du modèle culturel progressiste

Tout modèle culturel propose/impose aux collectivités humaines une utopie¹⁴, belle et désirable, qui devrait leur permettre d'organiser la coopération entre leurs membres et de vivre heureux dans le « meilleur des mondes ». Hélas ! Dans la vie concrète, la *coopération* n'est qu'une des quatre formes des échanges sociaux : elle mène souvent à des *conflits*, mais aussi à de la *compétition* et même à de la *contradiction*.¹⁵ La modernité progressiste a été une de ces utopies, au nom de laquelle les modernes ont fait, durant un ou deux siècles, de très bonnes choses qui ont permis d'améliorer les conditions de vie de leurs semblables, au moins dans les pays du Nord occidental. Cependant, au nom des mêmes principes, ils ont commis une grande quantité de crimes (colonisation et exploitation des ressources des pays colonisés, guerres entre les Nations, fascisme, massacres, persécution, intolérance...). De sorte que, à partir du troisième tiers du XX^e siècle, les principes de sens de la modernité progressiste sont entrés en crise, c'est-à-dire qu'ils ont commencé à perdre de leur crédibilité, donc de leur capacité de donner du sens et de justifier les conduites des acteurs. Dès 1965 environ, divers groupes sociaux ont commencé à accuser les dirigeants de l'économie et de la vie politique d'avoir trahi la modernité progressiste. Et en quoi consistait leur trahison ? Comme d'habitude au cours de l'histoire : *ils avaient interprété les principes de sens du modèle culturel progressiste de manière à les mettre au service de leurs intérêts privés, sans plus se préoccuper de l'intérêt commun de toutes les autres catégories sociales.*

¹² Article premier de la « Déclaration des Droits de l'Homme » proclamée après la Révolution française en 1789.

¹³ Telle est l'idée centrale exposée dans le *Contrat Social* de J.-J. Rousseau.

¹⁴ Les utopies sont nécessaires et utiles. Les humains ont besoin de rêver d'un monde meilleur, sans domination sociale. Dès lors, ils produisent fréquemment des utopies, surtout dans les périodes de crise du modèle culturel régnant. Elles leur permettent de critiquer, de rejeter et de combattre ce que leurs dirigeants ont fait... des utopies précédentes qu'ils ont trahies ! C'est pourquoi la Renaissance, cette période marquée par la critique d'une Église catholique sur la défensive, fut une période si féconde en utopies.

¹⁵ Telles sont les *quatre formes élémentaires des échanges sociaux* entre deux acteurs. Deux d'entre elles sont « *inclusives* » (la coopération et le conflit), car chacun a besoin de l'autre pour atteindre ses propres finalités ; les deux autres sont « *exclusives* » (la compétition et la contradiction), car tout ce que chacun gagne et perdu par l'autre. Mais aussi, deux d'entre elles sont « *consensuelles* » (la coopération et la compétition), car chacun est d'accord avec l'autre soit sur les modalités de l'échange, soit sur les décisions d'un arbitre ; les deux autres sont « *antagoniques* » (le conflit et la contradiction), car chacun veut imposer son intérêt à l'autre, soit en rétablissant la collaboration sous de nouvelles modalités, soit... en coupant la relation avec lui ou en l'éliminant.

Prenons quelques exemples de ces interprétations perverses.

-. *La Raison*. Connaître les lois de la nature et agir sur elle pour la transformer peut aussi perturber les équilibres naturels, à tel point que cela suscite des réactions qui menacent la survie de l'humanité elle-même (comme c'est le cas aujourd'hui). On en conclura donc que toute découverte scientifique n'est pas forcément bonne en soi et que la science a des comptes à rendre à « quelque chose » de plus important qu'elle.

-. *Le Progrès*. Ce qui vaut pour la science vaut aussi pour la technique. Tout dépend de l'usage que font les humains des innovations technologiques et de leur champ d'application : c'est évident pour la bombe atomique, mais ce l'est aussi dans l'agriculture lorsque les défoliants ou même les engrais empoisonnent les eaux souterraines et du même coup, les produits alimentaires.

-. *La Nation-Patrie*. La Nation avait permis de créer des identités nationales plus vastes que les comtés, les duchés, les principautés qui se livraient entre eux à des guerres si fréquentes. Mais cela n'a pas calmé pour autant les appétits belliqueux des Nations, qui se firent des guerres, moins nombreuses peut-être, mais infiniment plus destructrices. Les deux Guerres mondiales du XX^e siècle firent ensemble plus de cent millions de morts.

-. *La Démocratie*. Cette valeur fondamentale de la modernité a été traduite et mise en œuvre par le biais des régimes parlementaires représentatifs. Ceux-ci ont cependant montré leurs limites : les élus ont tout intérêt à échapper au contrôle par leurs électeurs, et ceux-ci ont finalement le même intérêt, celui de ne pas chercher à contrôler leurs élus !¹⁶ De cette double désinvolture résulte la domination des partis politiques, avec tout ce qu'elle peut comporter de clientélisme et souvent, de corruption.

-. *L'Égalité d'Utilité*. En principe, tous ceux qui sont considérés comme également utiles doivent être traités comme des égaux. Mais les critères d'évaluation de l'utilité relative de chaque catégorie sociale sont fixés par ceux qui se considèrent comme les plus utiles. Donc, les travailleurs intellectuels seront mieux payés que les manuels ; les hommes le seront mieux que les femmes ; les vieux, mieux que les jeunes ; les nationaux, mieux que les étrangers, etc.

-. *Le Devoir*. Dans les sociétés modernes industrielles, ceux qui se conforment le mieux aux principes de sens du modèle culturel progressiste sont considérés les plus utiles et bénéficient d'un prestige social plus élevé. Ils ont donc tendance à exercer leur autorité sur les autres. C'est pourquoi, comme l'a bien observé Michel Foucault¹⁷, ce modèle culturel a été *autoritaire*. Or, entre les années 1960 et 1980, on a vu s'éveiller ce qu'Alain Touraine a appelé les « nouveaux mouvements sociaux »¹⁸ qui mobilisèrent justement les « oubliés de la modernité » contre ces excès d'autorité : les femmes, les jeunes, les colonisés¹⁹ et les homosexuels.

Cette crise de tous les principes de sens du modèle culturel progressiste s'est produite en même temps que le passage du capitalisme au néolibéralisme. Même s'il est difficile à penser, il y a forcément un rapport entre ces deux phénomènes globaux. En effet, tout principe culturel de sens est lié aux pratiques que les acteurs ont besoin de justifier. Si bien qu'il existe entre les deux un lien de *causalité réciproque* : *les acteurs produisent des principes culturels pour*

¹⁶ Le sociologue allemand Roberto Michels a appelé ce phénomène « *la loi d'airain de l'oligarchie* » parce qu'il constitue une tendance inflexible de toute organisation sociale (en particulier, des partis politiques ou des syndicats). Le résultat est que les élus finissent par former une « caste » dominante (une oligarchie) qui trompe et aliène ses électeurs, alors que ceux-ci tendent à trouver plus facile de se laisser faire que de protester. Voir son livre : *Les Partis politiques*.

¹⁷ Voir le livre de Michel Foucault : *Surveiller et punir*.

¹⁸ Le sociologue français Alain Touraine avait l'habitude de dire que la modernité industrielle répondait très efficacement aux intérêts des *hommes, adultes, blancs, riches et hétérosexuels*. Elle « oublie » ceux à qui il manque une ou plusieurs de ces caractéristiques.

¹⁹ Voir le livre de Franz Fanon : *Les Damnés de la terre*.

donner un sens légitime à ce qu'ils font et ces principes à leur tour orientent leurs pratiques en les légitimant.²⁰ Si bien que, peu à peu (en un demi-siècle : de 1970 environ à aujourd'hui), nous avons cessé de croire aux principes de sens du modèle culturel progressiste de la première modernité pour adopter ceux du *modèle culturel subjectiviste* de la seconde.

c- Le modèle culturel subjectiviste de la seconde modernité

Un des effets des changements qui se sont produits au cours du dernier demi-siècle a été que la « vie bonne » a été profondément redéfinie. Ce que les êtres humains d'aujourd'hui – ceux des pays du Nord occidental (épicerie du phénomène), mais aussi peu à peu, ceux de toute la planète (surtout les plus jeunes, urbanisés, instruits et laïcisés) sont invités par la culture régnante à considérer comme bon, beau, juste et vrai, et ce qu'ils sont donc invités à faire, dire, penser et ressentir s'ils veulent mener une « vie bonne » a beaucoup (pour ne pas dire totalement) changé depuis un demi-siècle.

Voyons comment nous pouvons expliciter *les nouveaux principes* qui font sens pour les acteurs d'aujourd'hui et orientent donc leurs pratiques.

- *L'éthique*. Aujourd'hui, tout ce que la Science rend possible n'est plus forcément bon. Autrement dit, la Raison a des comptes à rendre à « quelque chose » de plus important qu'elle : l'Éthique. Dans chaque champ relationnel, nous assistons à une exigence culturelle de moralisation de la conduite des acteurs (dont on ne cesse, tous les jours, de dénoncer l'immoralité).²¹ Par exemple, pour réaliser certaines recherches scientifiques, les chercheurs doivent soumettre leurs projets à l'approbation d'une Commission d'éthique, et ce, aussi bien dans les sciences humaines que naturelles. De même, pour des raisons éthiques, les progrès de l'intelligence artificielle et de la nanotechnologie ne peuvent pas soumettre les individus au contrôle intrusif d'un « *big brother* » qui manipulerait leur psychisme et interviendrait dans leur vie personnelle. En outre, l'éthique exige le respect des droits humains, en particulier celui des personnes vulnérables : les enfants, les jeunes, les femmes, les personnes âgées, les malades, les handicapés, les homosexuels...

- *L'Écologie*. Le Progrès, lui aussi, a des comptes à rendre à plus important que lui : à la Nature. Celle qu'hier les humains exploitaient en toute légitimité et croyaient inépuisable, ils doivent aujourd'hui la protéger, veiller à ne pas épuiser ses ressources non renouvelables et respecter sa biodiversité. Mieux : ils sont invités à cesser de se croire supérieurs, à se considérer comme une partie (parmi beaucoup d'autres) de cette nature, comme les animaux, les végétaux, l'eau, l'air, la terre, les mers et. Rien de plus ! Mais, pour autant qu'ils se conforment à ce principe, ils se sentent en droit d'exiger de vivre dans un milieu ambiant sain et sûr, pour leur génération et celles qui les suivront.

- *La Paix*. La Nation, elle aussi, a des comptes à rendre à plus important qu'elle, à ce bien tellement apprécié et pourtant si rare dans l'histoire de l'humanité : la paix. Les humains seraient-ils enfin devenus capables de mettre en place des dispositifs institués qui permettraient d'assurer la coexistence pacifique entre toutes les nations du monde ? Telle est pourtant la tâche principale de l'ONU, qui doit tenter de séparer toutes les nations qui préparent ou se font des guerres. Un monde sans guerres, sans terrorisme, sans violence inutile, sans intolérance

²⁰ C'est ce que j'essaie de prouver depuis dix ans en travaillant sur les modèles culturels successifs qui ont régné sur les pays de l'Europe occidentale : le modèle *civique* de la cité grecque ; *aristocratique* de la Rome antique ; *chrétien* de la France médiévale ; *progressiste* de la nation moderne ; et *subjectiviste* de l'Europe des individus (les deux derniers volumes restent à achever et publier).

²¹ Au moment précis où j'écris ceci, j'apprends qu'en France, des centaines de prêtres sont accusés d'avoir été des pédophiles et que, dans le monde, des centaines de gens « importants » sont accusés de cacher leur fortune dans des paradis fiscaux « offshore » pour ne pas payer d'impôts ! C'est, évidemment, immoral ! Mais tout cela ne date pas d'hier, alors que pourtant, hier, personne n'en parlait ! Pourquoi ? Si ces pratiques nous sont devenues insupportables aujourd'hui, c'est parce qu'elles sont culturellement illégitimes selon le modèle culturel du Sujet.

excessive est sans doute le principe de sens du modèle culturel subjectiviste le plus difficile à mettre en œuvre.

- *Le Civisme*. La Démocratie aussi a des comptes à rendre. À quoi sert-elle si elle ne favorise que la moitié la plus riche de la population et qu'elle oublie l'autre moitié, si elle n'oblige pas tous les acteurs à se conduire de manière civique, c'est-à-dire à se préoccuper de l'intérêt général de toutes les catégories sociales ? Le citoyen est aussi important que son représentant, l'électeur vaut autant que l'élu. Il faut donc que la démocratie soit directe : par les référendums, les assemblées locales, les plébiscites, la décentralisation, le fédéralisme, les lois d'initiative populaire, etc. En outre, il faut aussi qu'elle soit transparente et éthique : la collusion entre les dirigeants politiques et les dirigeants de l'économie et la corruption doivent être interdites et sévèrement punies. De même, toutes les formes d'évasion fiscale ou de fraude (fiscale ou sociale) doivent être prohibées.

- *L'Équité*. L'Égalité ne doit plus être évaluée par le critère de l'utilité, mais par un critère plus important : l'Équité, c'est-à-dire *l'égalité des chances*. Comme il en va des compétitions sportives, les compétiteurs sont traités équitablement quand ils ont tous les mêmes chances de gagner : égaux sur la ligne de départ. Si les résultats de la compétition sont inégaux – ce qu'ils sont forcément –, ces inégalités dépendent seulement de leur mérite, leur effort, leur créativité, leur imagination, leur préparation, leur expérience, leur courage, et de rien d'autre (du moins, en principe).

- *L'Autonomie personnelle*. Enfin, le Devoir a été remplacé, lui aussi, par un principe de sens plus important que lui : le Droit, dont l'objet est ici l'autonomie. Chaque individu est appelé par la culture régnante à *être Sujet de lui-même et acteur autonome de son existence personnelle* (être un Individu-Sujet-Acteur : un ISA). Cet impératif général se traduit par quelques « droits » concrets : *être soi-même* (conforme à son être profond) ; *choisir soi-même sa vie* ; *être heureux* (dans son corps, son cœur, sa tête) ; *être prudent* (dans ce monde de risques) ; *être tolérant* (les autres ont les mêmes droits). Une des conséquences de cette orientation culturelle est que chacun a le droit de disposer librement de son corps : de choisir sa sexualité, son couple, de divorcer, d'avorter, de mourir dignement (euthanasie) et même de... se suicider ! En revanche, il a le devoir de respecter les mêmes droits chez les autres et donc il ne peut pas leur imposer ses propres choix, quels qu'ils soient (être autoritaire, machiste, raciste, violent). Et, dans la mesure où ces droits sont inscrits dans la culture régnante, ils sont aussi des devoirs : les autres s'attendent à ce que chacun les fasse valoir, mais aussi, réussisse lui-même à s'y conformer.

Si l'on considère l'ensemble des principes de sens du modèle culturel subjectiviste, on mesure qu'il s'agit là d'un changement très radical. On peut, me semble-t-il, aller jusqu'à dire que, c'est sans doute *la première fois dans l'histoire humaine* qu'un modèle culturel *régnant* invite et même incite tous les membres d'une partie au moins des collectivités du monde, à placer ainsi l'individu-sujet-acteur autonome au centre de ses orientations. Dès lors, puisque la culture régnante les y incite, ces individus-là s'attendent à ce que la société leur donne les moyens d'acquérir les ressources dont ils auront besoin pour se conformer à de telles exigences.

III- Comment concevoir le projet de la gauche pour le XXI^e siècle ?

Jusque vers 1960-1965, la gauche savait *qui* elle était, *contre qui* elle se battait, *au nom de quoi*, et *comment* elle devait lutter pour imposer ses revendications : tout cela était expliqué très clairement par le socialisme. Tout tournait autour du conflit « Capital-Travail », et de temps à autre, autour des guerres entre les Nations. C'était clair. Mais depuis le dernier tiers du XX^e siècle, de nombreux nouveaux enjeux de société sont venus s'ajouter : les femmes, l'écologie, les migrations, les droits humains, les homosexuels, les jeunes, les vieux, les handicapés, mais aussi les chômeurs, les migrants, etc.

Dès lors, la gauche s'y perd ! Elle ne voit pas ce qui produit tous ces changements et surtout, elle ne comprend pas qu'ils sont le résultat *d'une cause, certes très complexe, mais unique*. Cette cause unique est *une profonde mutation sociétale, à la fois technique, économique, internationale, politique, sociale et culturelle, dans laquelle tout est lié*. Cette mutation jette, tour à tour, des groupes sociaux dans les rues, sans qu'ils comprennent que tous ces enjeux forment « un tout ». Si le socialisme ancien n'est plus crédible, c'est parce qu'il ne parvient pas à proposer une analyse correcte de cette mutation sociétale, qui permettrait à tout le monde de voir et de faire voir la logique de ce « tout » et, sur base de cette analyse, de proposer une piste d'action susceptible d'unifier sinon toutes, au moins une grande partie des forces sociales et politiques qui sont porteuses de ces enjeux de société.

Nous avons vu ci-dessus que l'efficacité de l'analyse de K. Marx avait dépendu de deux conditions : d'une part, *une analyse correcte des relations de classes* du capitalisme du XIX^e siècle et, d'autre part, *l'énoncé des revendications, légitimes et stratégiques, que le mouvement ouvrier a faites siennes*. Nous allons voir maintenant comment il est possible aujourd'hui de *refaire la même démarche que celle de Marx*, en tenant compte de deux changements majeurs : la généralisation du capitalisme néolibéral et celle du modèle culturel subjectiviste.

1- Pour une analyse correcte des relations de classes du capitalisme néolibéral

Pour analyser le capitalisme de son époque, Marx s'était posé *trois questions*. Nous allons nous les reposer ici pour analyser les relations de classes du capitalisme néolibéral.

a- Quel est le besoin vital qui oblige la classe P à travailler pour la classe G ?

Comme tout mode de production, le capitalisme néolibéral met bien en relation une classe G qui sait profiter du *besoin vital* d'une classe P – et qui sait même créer et entretenir indéfiniment ce besoin –, et ainsi obliger la seconde à travailler pour survivre (travail nécessaire) et, du même coup, pour enrichir la première (surtravail). Cependant, ce besoin vital n'est plus le même que celui des « travailleurs libres » que Marx observait au milieu du XIX^e siècle : ils étaient alors *privés de moyens de production*. Bien sûr, il existe toujours dans nos sociétés des centaines de milliers d'individus qui ne possèdent aucun moyen de production. Cependant, avec le développement technologique du capitalisme et les acquis du mouvement ouvrier, les ouvriers sont devenus des techniciens très qualifiés, des employés, des indépendants... qui appartiennent davantage à la classe moyenne. En outre, *un nouveau besoin, très différent*, est devenu bien plus important que celui de disposer de moyens de production. Il s'agit d'un besoin plus culturel que matériel, plus psychique qu'objectif, plus créé que « naturel », mais *qui n'en est pas moins vital* pour autant. Il s'agit, pour chaque membre de la classe P, du besoin irrépissible de vivre une « vie bonne », c'est-à-dire d'« *être quelqu'un* » à ses propres yeux et d'« *être reconnu* » par le regard des autres et non discriminé. Ce besoin implique d'avoir une bonne formation professionnelle, un bon salaire, une bonne ambiance de travail, des responsabilités valorisantes, un milieu de vie sain et paisible..., bref, *le besoin d'exister et de vivre dignement*, tant comme individu que comme personne sociale.

L'origine de ce nouveau besoin vital doit bien sûr être recherchée dans les deux changements fondamentaux examinés au point II ci-dessus. En effet, il s'explique directement par la mutation culturelle : l'avènement du modèle culturel subjectiviste a eu pour effet d'inculquer aux travailleurs, comme à toute la population, le désir d'être sujets d'eux-mêmes et acteurs de leur existence personnelle. Mais il y a une autre raison, tout aussi importante : en gérant les conflits de classe par la hausse de la productivité du travail (voir le point I ci-dessus), la bourgeoisie industrielle a tellement stimulé le progrès scientifique et technique que celui-ci a rendu possible, au moins *en grande partie*, le remplacement des travailleurs humains par ces machines « intelligentes » que sont les robots. Or, un robot est un « esclave mécanique » ; il ne « travaille » pas : *il fonctionne*. Il produit bien entendu de la valeur d'échange, mais il n'est pas

dépendant de son propriétaire. Il ne preste ni un travail nécessaire, ni un surtravail, car il n'a pas besoin de salaire puisqu'il peut fonctionner vingt-quatre heures par jour, sept jours sur sept. Si, pour bien fonctionner, les robots doivent cependant être allumés, éteints, entretenus et surveillés, quelques « ouvriers », devenus en fait des techniciens qualifiés, s'en occupent, comme d'autres employés se chargent de la comptabilité, de la publicité, du marketing, des services à la clientèle, de l'entretien de l'entreprise et des machines, etc. Mais *les tâches strictement productrices de valeur d'échange*, destinées à être vendues sur les marchés, sont de plus en plus confiées à des machines et ont de moins en moins besoin du travail humain. Et il y a tout lieu de penser que cette évolution va se poursuivre à l'avenir et devenir de plus en plus générale.

Autrement dit, s'il est vrai que la vieille « condition ouvrière » existe toujours en beaucoup d'endroits de la planète, en particulier dans les pays du Sud et dans les secteurs les plus traditionnels de l'économie industrielle – et si les capitalistes néolibéraux ne manquent pas d'en profiter autant qu'ils peuvent et souvent d'une manière scandaleuse –, dans les secteurs de pointe de la production de la richesse mondiale, situés dans les pays les plus hégémoniques, *ce n'est plus tellement l'exploitation du travail humain dans le procès de production qui enrichit la nouvelle classe G*. Dès lors, pour l'essentiel, les surplus ne sont plus une plus-value sur le travail. Ils ont une autre source : laquelle ?

b- Quel est le mode d'extraction du surplus et comment le maximiser ?

Pourtant, cette nouvelle classe G s'enrichit bel et bien ! Donc, après avoir payé tous les salaires de ses travailleurs et tous les coûts de la production des biens et des services qu'elle a fait produire et qu'elle a vendus, il lui reste des surplus considérables qu'elle s'approprie et gère comme elle l'entend. Mais *d'où proviennent ces surplus et en quoi consistent-ils ?*

Le changement du besoin vital de la classe P s'est accompagné aussi d'une autre manière d'extraire du surplus économique. L'ancienne manière, nous l'avons vu, consistait à contraindre les prolétaires à fournir un travail nécessaire et un surtravail pendant la durée et sur le lieu même du procès de production. Mais ici encore, l'évolution du capitalisme, résultant à la fois des acquis du mouvement ouvrier et des progrès de l'innovation technologique, a tellement augmenté la productivité du travail que le problème majeur que rencontrent aujourd'hui les grandes entreprises *n'est plus de savoir produire, mais de savoir vendre avec bénéfice* tous les biens et les services qu'elles produisent. Dès lors, le surplus prend principalement la forme de *bénéfices commerciaux* ou *d'intérêts financiers*.

Pour vendre, chaque chef d'entreprise doit s'efforcer *d'être plus compétitif que les autres*, sur des marchés où la compétition doit, en principe, être libre. Et pour cela, très logiquement, il doit *savoir faire deux choses* : 1) *augmenter la demande solvable*, soit en prenant les marchés de leurs concurrents, soit en la créant par la manipulation psychologique des besoins de consommation ; et 2) *réduire le plus possible leurs coûts de production*. C'est en faisant cela qu'il pourra maximiser les surplus de son entreprise.

Plutôt qu'en exploitant du surtravail, c'est donc *par le biais de la consommation* (de biens, de services ou d'argent emprunté) que les capitalistes néolibéraux recueillent leurs surplus. C'est *en achetant et en s'endettant, puis en travaillant pour payer ses dettes et satisfaire ses besoins de consommation*, que la nouvelle classe P enrichit la nouvelle classe G. (même si le patron auquel tel consommateur paie un surplus n'est pas celui pour lequel il travaille) !

c- Comment la classe G gère-t-elle exerce-t-elle sa domination sociale ?

La bourgeoisie capitaliste d'hier a réprimé le prolétariat aussi longtemps qu'elle a pu, puis elle a négocié et cédé une partie de ses revendications ; ensuite, rappelons-le, elle a augmenté la productivité du travail pour récupérer la plus-value absolue perdue par une hausse de la plus-

value relative. Il en va tout autrement aujourd'hui car *le surplus vient d'ailleurs*. C'est d'ailleurs cette évolution qui explique le déclin du mouvement ouvrier.

Pour *augmenter la demande solvable* – donc pour obtenir la collaboration de la nouvelle classe P dont elle ne peut évidemment se passer –, la nouvelle classe G a créé et se sert abondamment de l'*idéologie néolibérale*²². Par tous les canaux de communication, elle harcèle les consciences des consommateurs : ses messages publicitaires, font briller sous leurs yeux tous les biens et services qui les incitent à devenir ce que j'ai appelé ci-dessus des « individus CCC » : des consommateurs insatiables (et endettés), des compétiteurs impitoyables (et dépolitisés) et des communicateurs infatigables (et endoctrinés). Cette intense *manipulation psychologique* engendre une forme perverse d'aliénation.²³ Or, ces individus CCC sont précisément ceux dont la classe P a besoin pour faire « bien fonctionner » le capitalisme néolibéral selon la logique décrite ci-dessus, pour son plus grand profit.

Face à ceux qui, dans la classe P, protestent contre cette aliénation, que peut faire la classe G ? Elle semble bien en être revenue à la *répression violente*, par l'intermédiaire des États nationaux qui sont plus ou moins soumis à son emprise. L'autre solution que pratique la classe G consiste à augmenter encore et toujours la productivité du travail, à inventer sans cesse de nouveaux besoins, à sophistiquer les méthodes de manipulation des consciences, à se lancer éperdument dans la course folle de la compétition pour conquérir de nouveaux marchés qui sont rapidement saturés. On en vient à se demander comment, emportés par cette logique, les capitalistes néolibéraux s'y prendraient pour assumer leur responsabilité environnementale et sociale et éviter les catastrophes sociales et naturelles qui menacent l'humanité !

Pour *réduire leurs coûts de production*, les méthodes qu'ils emploient les incitent à *des comportements inciviques*, donc contraires à l'intérêt général des États et de leurs populations. Voyons de plus près quelles sont ces méthodes :

— Comme leurs prédécesseurs, ils exploitent et précarisent leurs *travailleurs* : des salaires trop bas, surtout pour les femmes et pour les adolescents et même les enfants (selon les pays), et de mauvaises conditions de travail ;

— Ils trichent sur la qualité des produits : ils trompent les *consommateurs*, notamment en pratiquant l'obsolescence programmée et en vendant des produits dangereux pour la santé ;

— Ils contaminent la *nature* (l'eau, l'air, la terre), ils épuisent les ressources non-renouvelables et ils détruisent la biodiversité ;

— Ils escroquent les *États* en pratiquant la fraude et l'évasion fiscale, en exigeant des cadeaux fiscaux, en corrompant les politiciens et les fonctionnaires ;

— Ils privatisent les *biens communs* qui devraient rester des services publics et non des marchandises : éducation, santé, information, sécurité, et certaines ressources naturelles stratégiques dont dépend fortement le développement de certains pays ;

— Ils *délocalisent* leurs entreprises dans des pays qui leur offrent des conditions d'investissement plus avantageuses ; ou bien ils collaborent avec des investisseurs étrangers qui pratiquent l'*impérialisme* sans se préoccuper des intérêts nationaux ;

²² L'idéologie libérale ne doit pas être confondue avec le modèle culturel subjectiviste. Elle est cependant *une interprétation par la classe capitaliste néolibérale des principes de sens de ce modèle culturel subjectiviste, afin de légitimer ses intérêts particuliers en tant que classe G*. Cette interprétation consiste à faire confondre l'intérêt général avec ses intérêts privés : elle vise à faire croire aux membres de la classe P qu'ils peuvent devenir Sujets d'eux-mêmes et acteurs autonomes en devenant des « individus CCC », c'est-à-dire ceux dont la classe G a précisément besoin pour s'enrichir.

²³ L'aliénation, comme son nom l'indique, est le désir d'être « Alien », donc d'être « autre ». Ici, être « assujettis » : sujets de la classe G plutôt que Sujets d'eux-mêmes.

— Et ils ne respectent guère les *droits humains* : ceux des femmes, des enfants, des immigrés, des peuples originaires des pays où ils s'implantent.

Ces sept pratiques réduisent certainement les coûts de production et augmentent donc la compétitivité de ceux qui s'y livrent. Mais ce sont aussi *sept comportements inciviques, contraires à l'intérêt général* parce qu'ils privent des États et des populations entières des ressources dont ils auraient le plus grand besoin pour leur propre développement collectif et pour l'épanouissement personnel de chacun de leurs habitants.

2- Nouvelles classes sociales et nouveaux enjeux légitimes et stratégiques

En changeant le mode de production de la richesse économique, le capitalisme néolibéral a changé aussi *les classes sociales elles-mêmes et les enjeux de leurs luttes*. Qu'on ne vienne pas me dire qu'il n'y a plus de classes sociales dans notre monde (comme le disent pourtant certains sociologues). Le monde produit plus de richesses que jamais au cours de l'histoire et cette richesse est appropriée et gérée par une petite quantité de gens scandaleusement riches : il y a donc une classe G (gestionnaire) et une classe P (productrice). Et si l'on veut transformer le monde, il faut savoir qui ils sont, comment fonctionnent leurs relations et connaître les enjeux de leurs conflits.

a- Qui sont les nouvelles classes sociales ?

— *Qui est la nouvelle classe G ?*

La classe G est l'ensemble des individus qui, directement ou indirectement, contrôlent la logique de fonctionnement du capitalisme néolibéral, telle qu'elle a été explicitée ci-dessus. Ils exercent leur emprise sur : 1) les innovations technologiques ; 2) la conquête des marchés commerciaux et financiers ; 3) la politique des grandes organisations internationales ; 4) la politique interne des gouvernements des États nationaux ; 5) les dépenses des États pour financer les politiques sociales et culturelles ; et même 6), avec l'idéologie néolibérale, la socialisation des actuels et futurs consommateurs.

Comment faut-il appeler cette classe G ? Ce qui fait de chacun de ses membres qu'il a pu devenir et qu'il restera membre de cette classe, ce n'est plus d'être propriétaire privé de moyens de production (même s'il l'est encore). En effet, ce qui est *stratégique* (et donc décisif) pour lui c'est, tout simplement, qu'il sache vendre sa production, donc, qu'il soit *plus compétitif que les autres*. Et, comme nous l'avons dit ci-dessus, pour être plus compétitifs, il doit savoir *augmenter la demande solvable en manipulant les besoins de consommation et diminuer ses coûts de production*. C'est pourquoi, faisant fi des néologismes, il m'a paru juste d'appeler cette classe G : *la classe capitaliste « compétitiviste »*.

Il importe de préciser que cette classe compétitiviste n'agit pas seule : elle est entourée de nombreux collaborateurs bien payés qui lui rendent de précieux services. Les voici : 1) les *managers*, qui savent comment gérer les entreprises pour qu'elles soient plus compétitives dans la lutte acharnée pour la conquête des marchés ; 2) les *agences de notation*, qui savent évaluer la santé financière des États et des entreprises et dire aux banques et à leurs actionnaires où ils doivent investir et spéculer pour obtenir un rendement annuel de 15 à 25 % ; 3) les *agences de publicité*, qui savent comment créer des besoins nouveaux et manipuler la demande solvable ; 4) les *agences d'innovation*, qui savent comment inventer sans cesse des nouveaux produits de haute technologie et pratiquer l'obsolescence programmée ; 5) les *cabinets d'avocats et de juristes*, qui savent comment contourner les lois, pratiquer la fraude fiscale et dissimuler des fortunes dans des entreprises offshore ; 6) les *groupes de pression ou lobbies*, qui savent comment infiltrer, séduire et corrompre les fonctionnaires et les politiciens pour en obtenir des faveurs ; 7) les *grandes organisations internationales*, qui savent comment imposer les exigences des néolibéraux aux États nationaux ; et 8) certains *dirigeants politiques nationaux*,

qui se laissent séduire et sont disposés à ouvrir largement les portes de leur pays et à offrir des cadeaux fiscaux pour attirer les investisseurs étrangers.

— *Qui est la nouvelle classe P ?*

La classe productrice du capitalisme néolibéral est l'ensemble des individus qui éprouvent le besoin vital de disposer des revenus dont ils ont besoin pour acheter les biens et les services que leur offre le marché et pour rembourser les emprunts qu'ils ont contractés à cette fin, et qui, *en achetant et en s'endettant, enrichissent la classe compétitiviste*. Ce besoin vital n'est pas entièrement créé, mais il l'est en grande partie et surtout, il est entretenu et renouvelé systématiquement par une manipulation psychologique de plus en plus raffinée. La plupart des membres de la classe P ont accepté, sans trop réfléchir, l'interprétation aliénante qu'en a donnée l'idéologie néolibérale.

Tous ensemble forment une « *classe en soi* »²⁴, qu'il m'a donc semblé pertinent d'appeler « *la classe des consommateurs manipulés* ». Mais, *peu ou prou, tout le monde achète* : aussi bien ceux qui sont employés par des entreprises privées que publiques, ceux qui sont indépendants ou qui tirent leurs revenus d'une aide sociale venant des États ; aussi bien les femmes que les hommes ; les jeunes gens que les adultes ou les personnes âgées ; les Blancs que les Noirs ; les homos que les hétérosexuels ; les nationaux que les immigrés ; les pauvres et les chômeurs, même s'ils dépensent moins que les riches et les travailleurs ; et tous sont des habitants de la même planète menacée par une compétition généralisée et débridée. Tous ont besoin d'éducation, de santé, de logement, d'emploi, de justice, de sécurité, d'information, de distraction... ; mais aussi de reconnaissance sociale, de se sentir intégrés, parties intégrantes d'un ensemble de Sujets qui veulent vivre dans la dignité.²⁵ Cependant (pas plus qu'avec le prolétariat d'hier), tous ne forment pas une « *classe pour soi* ». En réponse à la manipulation de leurs besoins et aux comportements inciviques de la classe compétitiviste, tous ne réagissent pas de la même façon : on peut distinguer chez eux plusieurs manières de réagir que nous examinerons plus loin. Ceux d'entre eux qui se mobilisent dans le combat contre la classe compétitiviste, deviennent alors une « *classe pour soi* », qui peut être appelée (toujours en dépit des néologismes), « *la classe « consommatrice* ».

b- Quels sont les nouveaux enjeux des luttes de classes ?

— *Logique dominante, logique dirigeante*

Il est nécessaire de faire ici une distinction importante entre deux comportements opposés d'une classe G en général : elle peut être « *dominante* » ou « *dirigeante* ».²⁶ On la dira « *dirigeante* » quand ses membres s'occupent vraiment de *l'intérêt général* des personnes avec et pour lesquelles ils exercent leur fonction (donc, quand ils se comportent de manière civique) ; au contraire, on la dira « *dominante* » quand ils ne s'occupent que de la promotion de leurs *intérêts privés* et de ceux de leurs partenaires ou actionnaires.

Bien sûr, au cours de l'histoire, toutes les classes G, quel qu'ait été leur mode de production, ont fait un peu des deux : tout est affaire de proportion, et surtout de discours, car elles ont beaucoup *parlé* de leurs actions dirigeantes, alors que leurs pratiques étaient principalement dominantes. En regardant de plus près leurs comportements en Europe occidentale, depuis

²⁴ La classe « en soi » se distingue de la « classe pour soi » : la première est un groupe objectif de personnes qui partagent la même condition sociale ; la seconde est un groupe subjectif de personnes *qui ont conscience* de cette appartenance.

²⁵ Le thème de la dignité est devenu central pour certains mouvements sociaux. Par exemple, ceux qui, au Chili (pays considéré comme un « laboratoire du néolibéralisme ») sont entrés en révolte depuis octobre 2019, ont rebaptisé la place sur laquelle ils se réunissent : de Plaza de Italia, elle est devenue la « Plaza de la Dignidad ». De même, une partie des membres du mouvement social qui s'oppose aux AFP (les Associations Fonds de Pension, créées pour remplacer les retraites publiques par des retraites privées) se sont appelés « les Indignés ».

²⁶ J'emprunte cette distinction importante à Alain Touraine.

l'Antiquité grecque jusqu'aujourd'hui, en passant par le Moyen Âge et la première modernité, je n'ai pu que me rendre à l'évidence : toutes *les classes G ont été nettement plus dominantes que dirigeantes*. Plus précisément, quand l'une ou l'autre fut dirigeante, même provisoirement, ce fut soit parce que c'était son intérêt privé, soit parce qu'elle y était contrainte par la force du mouvement social contestataire d'une classe P. Certes, il n'est pas facile de les comparer (et mon rôle n'est pas de les juger). Toutefois, il me semble clair que la classe des capitalistes néolibéraux fut, et est encore de loin, *la plus dominante de toutes*, la plus aveugle, la plus irresponsable, la plus *incivique* : elle l'est, en effet, au point de risquer la destruction de l'humanité et de la planète ! Pourtant, ce n'est pas que ses membres soient plus égoïstes qu'un industriel du XIX^e, qu'un bourgeois commerçant du XVI^e, qu'un aristocrate du XII^e ou qu'un pater familias, maître d'esclaves du II^e siècle. Ce qui explique l'incivisme des capitalistes néolibéraux, comme nous l'avons dit ci-dessus, c'est *la logique de leurs relations entre eux*, marquées par les exigences de la *compétition*. Ils adhèrent, plus ou moins sincèrement ou cyniquement, au dogme de la « *main invisible du marché* ». Ils se convainquent ainsi de la vérité d'une croyance dont l'absurdité est pourtant évidente : comment un ensemble d'individus qui poursuivent tous leurs intérêts particuliers (qui sont le plus souvent incompatibles avec ceux des autres) pourraient-ils conduire des collectivités entières à réaliser leur intérêt commun ? Le seul effet « positif » que peut avoir une telle croyance est de donner à chacun d'eux une légitimité idéologique et une bonne conscience « en béton armé » qui lui permettront de continuer à rechercher ses intérêts privés, quelles qu'en soient les conséquences. Il ne s'agit donc pas de porter ici un jugement moral, mais bien d'expliquer le comportement d'une classe *par les relations sociales* de ses membres. Si la compétition sélectionne les meilleurs dans les activités sportives, ce n'est pas le cas dans la vie économique : elle sélectionne ceux qui parviennent à survivre dans la « jungle de la compétition ». Or, pour survivre, chacun doit être et rester plus compétitif que les autres pour garder ses marchés, et si possible, les éliminer pour leur prendre les leurs. Ceux d'entre eux qui, pour l'une ou l'autre raison, ne seraient pas disposés à être impitoyables se feraient eux-mêmes éliminer. Dans ce « jeu », les plus compétitifs ont intérêt à ce qu'il n'y ait pas de règles et surtout pas d'arbitre : pour eux, *moins il y a de règles, plus ils ont des chances de gagner* par des méthodes déloyales.

— *Le civisme, enjeu des luttes de classes d'aujourd'hui et demain*

Nous avons vu ci-dessus ce que les membres de la classe compétitiviste doivent savoir faire pour être plus compétitifs que les uns que les autres ? Or, en manipulant les besoins de consommation, ils « fabriquent » des individus aliénés. En effet, les individus CCC, dont ils ont besoin pour faire fonctionner le capitalisme néolibéral, font fausse route car ce n'est pas ainsi qu'ils deviendront vraiment Sujets d'eux-mêmes et Acteurs autonomes de leur existence personnelle. Par ailleurs, pour réduire leurs coûts de production, ils se livrent à *des conduites inciviques*, que nous avons détaillées ci-dessus, et qui privent l'ensemble de la population des bienfaits du développement, et ce, depuis plusieurs décennies.

Je pense donc que le *civisme* – c'est-à-dire *la préoccupation de chacun pour le bien-être de tous les citoyens*, dans chaque pays du monde –, peut constituer un projet de civilisation adapté aux sociétés d'aujourd'hui, *tant pour les individus que pour les collectivités* humaines, tant du Nord que du Sud. Pour l'épanouissement personnel des individus, le civisme consiste à exiger de la classe compétitiviste et des dirigeants des États qu'ils leur procurent les ressources dont ils ont besoin pour être Sujets et Acteurs autonomes. Et pour le développement des collectivités, le civisme consiste à interdire (y punir sévèrement), les conduites inciviques décrites plus haut. Ainsi, le civisme englobe le socialisme qui a marqué les XIX^e et le XX^e siècles, mais en plus, il le redéfinit et il élargit son champ d'action à l'ensemble des groupes sociaux dominés et discriminés, qui font partie de la classe des consommateurs manipulés. Car *le développement est beaucoup plus que la croissance économique* et ne doit jamais être confondu avec elle : il implique aussi le respect de la justice sociale, de l'environnement, de la démocratie, etc.

3- *Que faire ? Un mouvement social civique*

Savoir que faire, résulte évidemment de l'analyse proposée ci-dessus : il faut ***créer, dans chaque pays du monde, un mouvement social civique qui soit assez puissant pour imposer les revendications de la classe consommatrice, d'une part à la classe néolibérale compétitiviste et d'autre part aux dirigeants politiques des États nationaux.***

Un mouvement social peut être défini comme une action collective conflictuelle qui comporte *quatre composantes* fondamentales. L'acteur qui se mobilise se caractérise d'abord par une identité fière (« *Nous les...* ») ; il s'oppose à un adversaire (« *contre eux les...* ») ; auquel il réclame des biens légitimes (« *au nom de...* ») ; et il utilise certaines méthodes pour mener à bien sa lutte (« *par quelles méthodes ?* »).²⁷ Précisons ces quatre composantes :

a- Nous les citoyens consommateurs, discriminés et manipulés

Nous avons dit ci-dessus qui était la classe consommatrice. Ce qu'il importe de bien préciser ici, ce sont les *critères de l'unité*, sur lesquels ses membres peuvent *construire une solidarité* entre eux, *une identité* commune et fière. *Trois critères* doivent être distingués, qui découlent des deux grands changements analysés ci-dessus (point II).

- Le premier est *leur contribution stratégique* à l'enrichissement de la classe compétitiviste : sans eux, celle-ci n'existerait tout simplement pas, car elle ne toucherait aucun surplus (ni bénéfices commerciaux, ni intérêts financiers).

- Le second critère est *leur légitimité culturelle, donc leur droit* : tous les mouvements sociaux d'aujourd'hui revendiquent que leurs membres *aient vraiment le droit de disposer des ressources* nécessaires pour devenir davantage Sujets d'eux-mêmes et acteurs autonomes de leur existence personnelle. C'est notamment le cas de *ceux qui refusent toute forme de discrimination culturelle* : les travailleurs, les femmes, les homosexuels, les handicapés physiques ou mentaux, les personnes âgées, les étrangers et les migrants, les minorités religieuses ou ethniques, etc. C'est le cas aussi de *tous les citoyens du monde*, habitants de la planète Terre qui, pour mener une « *vie bonne* » veulent la passer dans un milieu ambiant sûr et sain et le léguer tel quel à leurs descendants.

- En fin, le troisième critère est leur *frustration commune* : tous ceux qui viennent d'être cités sont *victimes des conduites inciviques* d'une classe compétitiviste qui réduit le développement collectif à une affaire de croissance économique, alors que celle-ci ne profite qu'à la classe capitaliste dominante et à ses collaborateurs ou ses complices.

Pris ensemble, ces trois critères, parce qu'ils sont constitutifs de l'identité commune de la classe des consommateurs manipulés ou discriminés, peuvent *unir les mouvements sociaux d'aujourd'hui, dont la dispersion divise la gauche* et la rend ainsi pratiquement incapable de résister et d'imposer une alternative au capitalisme néolibéral.

b- Contre eux, la classe compétitiviste néolibérale mondialisée

Nous avons dit aussi qui est membre de cette classe et qui sont ses nombreux collaborateurs. Ce qui importe ici est de bien *articuler les niveaux d'action* : la classe compétitiviste agit directement au niveau mondial, alors que, pour être efficace, la classe consommatrice, qui n'a pas (du moins pas encore) les moyens d'agir à ce niveau, doit s'organiser d'abord au niveau de chaque nation. Dès lors, il est indispensable qu'elle agisse sur la classe compétitiviste *par l'intermédiaire des dirigeants politiques des États nationaux*. Ce sont ces derniers, en effet, qui tolèrent et parfois profitent des exactions des dirigeants des entreprises, que ceux-ci soient des

²⁷ J'emprunte cette définition à Alain Touraine. Je l'ai seulement complétée en lui ajoutant une quatrième composante, qui concerne les méthodes de lutte. L'exemple emblématique du mouvement social est le mouvement ouvrier : « *nous les prolétaires, contre eux la bourgeoisie, au nom de meilleures conditions de travail (salaires, durée du travail, sécurité, etc...), par le moyen des manifestations, des grèves et des négociations.*

citoyens nationaux ou des investisseurs étrangers. Ce sont eux aussi, et eux seulement, qui disposent des *moyens légaux* d'imposer à la classe compétitiviste de cesser d'être dominante et de devenir dirigeante, donc d'assumer ses responsabilités civiques, environnementales et sociales.

c- Au nom d'une société civique

Nous avons dit également en quoi consistait l'enjeu central du mouvement social civique. Il faut bien comprendre *qu'exiger le respect du civisme par les gestionnaires de l'économie et par les dirigeants des États* est un enjeu de société décisif et pleinement légitime, tant pour les individus que pour de nombreuses catégories sociales. Les uns comme les autres souffrent en effet d'une *contradiction frustrante* entre les conséquences opposées des deux changements fondamentaux que nous avons analysés ci-dessus : d'un côté, l'avènement du modèle culturel subjectiviste libère *des attentes (individuelles ou collectives) d'épanouissement identitaire autonome* ; d'un autre côté, la généralisation du néolibéralisme *les prive des ressources* dont ils auraient pourtant besoin pour satisfaire ces attentes. La frustration résulte évidemment du décalage entre les deux.²⁸ Prenons deux exemples : le premier concerne les individus qui ont cru sincèrement qu'en décrochant un diplôme universitaire ils allaient pouvoir épanouir pleinement leurs capacités et mener une vie digne, mais qui sont au chômage et ne parviennent pas à trouver un emploi qui corresponde à leur formation ; le second concerne des catégories sociales (parfois des peuples entiers) qui espéraient échapper aux inégalités sociales et connaître des conditions de vie meilleures, mais qui sont restées aussi oubliées et discriminées qu'avant, ou dont la situation n'a été que très peu améliorée. Ces frustrations peuvent provoquer chez certains de ces individus ou catégories sociales de comportements agressifs plus ou moins violents (délinquance, violence gratuite, terrorisme...), parfois tournés contre eux-mêmes (suicide, destruction de biens collectifs...).

d- Par quelles méthodes ?

D'abord, il est nécessaire de rappeler que la création d'un mouvement social n'est qu'une des manières de résister et de combattre la domination exercée par la classe compétitiviste. Il en existe au moins trois autres, d'efficacité variable.

- La *première* est une réaction individuelle qui consiste à « faire *sa révolution personnelle* » : l'individu consomme peu, il vit pauvrement (parfois mendie), il occupe, avec ses semblables, des habitations modestes (parfois en squattant un immeuble vide, parfois même dans la rue), il parvient à se faire aider par une organisation sociale (profite des indemnités de chômage), il prend une distance critique par rapport à la politique (se dit dépolitisé), il est parfois un petit délinquant, un trafiquant de drogue, il se marginalise et vit au jour le jour.

- La *seconde* est une réaction plus collective, bien que peu ou pas coordonnée : des individus forment des petits groupes alternatifs qui cherchent à *résoudre eux-mêmes leurs problèmes de consommation* : ils créent des initiatives économiques dites « de transition », ils produisent ce qu'ils mangent (les jardinets, les élevages), les habits qu'ils portent et les habitations qu'ils occupent, ils travaillent dans des petites entreprises autogérées d'économie solidaire... Ils échappent au néolibéralisme, n'ayant avec lui pratiquement aucun contact.

- La *troisième* est une réaction plutôt violente, parfois individuelle mais, en général, collective (spontanée ou peu organisée) : des individus participent à des *mouvements de révolte spontanée* qui expriment leur colère par des manifestations de rue. Comme ils se préoccupent peu de s'organiser, ils se laissent souvent infiltrer par des « casseurs », dont le plus grand plaisir est de provoquer la police pour la rendre violente, ce qui a pour effet d'entraîner aussi la

²⁸ Rien n'est plus efficace pour provoquer la colère et la mobilisation d'individus ou de catégories sociale que de leur promettre ou les laisser espérer une amélioration de leurs conditions d'existence *et de les décevoir ensuite*. Il en résulte parfois des révolutions célèbres : la Révolution française par exemple, selon Alexis de Tocqueville.

violence des manifestants. Ils fuient les idéologies mais, quand ils en ont une, ils préfèrent la « propagande par les actes » des anarchistes. Parfois, ils se disent aussi *révolutionnaires*, convaincus que la seule solution face au néolibéralisme est de le détruire par une *révolution politique* ; mais un tel projet implique une organisation très disciplinée qu'ils rejettent.

Si je préconise ici *une quatrième solution*, qui consiste à *créer des mouvements sociaux*, c'est parce que l'observation de l'histoire m'a convaincu que cette solution est la seule qui soit véritablement efficace, comme l'a prouvé dans le passé le mouvement ouvrier. À l'instar de celui-ci, les membres d'un mouvement social construisent une solidarité entre eux et forgent l'unité et l'identité de leur groupe ; ils sont organisés et disciplinés, dès lors, ils peuvent agir pendant des décennies ; ils évitent d'avoir recours à la violence (sauf quand ils doivent se défendre d'une répression qui l'est elle-même) ; ils savent négocier avec l'adversaire et avec l'État et accumuler pas à pas les victoires ; ils sont réformistes, ce qui veut dire qu'ils ne cherchent pas à éliminer physiquement ou politiquement leur adversaire, mais à le contraindre d'accepter (en partie ou totalement) leurs revendications.

Cependant, s'il est vrai que l'exemple du mouvement ouvrier doit encore nous inspirer, *il ne s'agit pas du tout de le reproduire*. En effet, celui-ci a correspondu à l'étape antérieure de l'évolution du capitalisme et au modèle culturel progressiste de la première modernité. Nous lui sommes redevables des progrès énormes des conditions de vie de millions de personnes, mais *il n'est plus adapté aux sociétés d'aujourd'hui*, ce qui explique son déclin partout. Il nous faut donc recommencer la lutte, en tenant compte des leçons du passé, des changements signalés ci-dessus et de leurs conséquences sur les méthodes à utiliser. Et surtout, il nous faut bien comprendre que *le rapport des individus d'aujourd'hui au militantisme est bien différent de lui de ceux d'hier*. L'emprise du modèle culturel subjectiviste et de sa traduction par l'idéologie néolibérale, mais aussi l'incidence considérable des nouvelles technologies de la communication, ont modifié profondément le rapport des individus au contrôle social que les groupes organisés peuvent exercer sur eux. Je me contenterai de faire ici trois commentaires, qui concernent précisément les méthodes utilisées de préférence par le mouvement ouvrier : *les organisations syndicales, les manifestations de rue et les grèves du travail*.

- *Créer des organisations* (de type syndical) est devenu bien plus difficile de nos jours parce que les militants ne s'engagent plus « corps et âme » et ne sont plus disposés à se soumettre au contrôle disciplinaire de dirigeants élus, auxquels ils délèguent les pouvoirs de conduire le mouvement, de négocier avec l'adversaire et de prendre des décisions. Ils veulent une démocratie directe, des assemblées sans délégation de pouvoir, donc sans leaders et sans dogmes, ils veulent avoir droit à la dissidence et pouvoir entrer et sortir de l'organisation comme ils l'entendent.

- *Les manifestations de rue* restent certes une manière de forger une solidarité collective fière de ses victoires, de partager des sentiments très forts, de se sentir partie prenante d'un groupe en train de « faire l'histoire ». Mais la répression devient partout de plus en plus violente, et l'on en vient à se demander s'il est encore nécessaire de prendre de tels risques, d'être aussi héroïque et surtout, de se laisser infiltrer par des « casseurs » dont les comportements sont souvent contre-productifs pour la réputation du mouvement. Plus encore, les progrès technologiques permettent aujourd'hui aux militants de *se servir des « armes » que, précisément, leur adversaire met entre leurs mains*. Avec des téléphones portables et des ordinateurs, il est possible de diffuser des informations, de mobiliser, d'entreprendre des actions et de consulter des millions de personnes en fort peu de temps grâce aux réseaux sociaux et sans courir les risques de la répression.

Les *grèves du travail* restent certainement un moyen de pression très efficace dans certaines circonstances. Cependant, suivant l'analyse proposée ci-dessus, *c'est moins la grève du travail que la grève de la consommation* qui doit être recommandée, puisque la source stratégique de la richesse de la classe compétitiviste et l'origine de ses comportements inciviques sont à

rechercher précisément dans la manipulation des besoins de consommation et la nécessité absolue de vendre tout ce qu'elle est capable de faire produire. Or, *le meilleur moyen de rendre efficace une grève de la consommation est certainement de pratiquer le boycott*. Par un tel procédé, le mouvement peut facilement organiser des actions, par l'intermédiaire des réseaux sociaux et par voie électronique, sans être obligé d'affronter les forces de l'ordre dans la rue ou d'être perturbé par les casseurs. En restant tranquillement chez soi, l'instruction peut être diffusée à des millions de gens de ne plus acheter les produits ou recourir aux services de telle ou telle entreprise, ou de retirer ses économies de telle ou telle banque, si ces organisations ne respectaient pas *les droits civiques* (leurs travailleurs, leurs consommateurs, le milieu naturel, l'État, les droits humains, etc.).

Conclusion

Pour conclure cette analyse et cette proposition, je rappelle brièvement le but poursuivi. Dans le contexte actuel d'un néolibéralisme triomphant, la division des forces de la gauche est manifestement une réalité dramatique. Or, il me semble clair que leur division s'explique, au moins en partie, par le fait que ces forces sociales et politiques ne parviennent pas à prendre une distance critique par rapport aux conceptions qui ont été pertinentes au cours des deux siècles précédents. Dès lors, s'il est pertinent de vouloir conserver précieusement la *démarche scientifique* de K. Marx, il faut savoir aussi tirer les leçons de l'histoire et reconnaître que l'usage politique que ses successeurs en ont fait *n'a vraiment été utile et efficace que pour orienter le mouvement ouvrier et le projet de la social-démocratie*, qui ont mené à l'État-providence, donnant ainsi, au moins pendant quelques décennies, un « visage humain » au capitalisme.

Cependant, grâce à l'immense créativité égoïste de ceux qui ne cherchent qu'à satisfaire leurs intérêts privés, le capitalisme, une fois de plus, a muté radicalement vers la fin du XX^e siècle : ils ont réinventé le vieux libéralisme et ils ont produit une interprétation idéologique libérale du modèle culturel subjectiviste. Ces deux changements nous obligent à essayer de refaire l'analyse de Marx en l'appliquant à une réalité technologique, économique, politique, sociale et culturelle différente.

Cette analyse a débouché sur un nouveau projet d'action sociale et politique – la création dans chaque pays du monde d'un *mouvement social civique* – et, du même coup, sur une redéfinition de ce que devrait être la gauche, au XXI^e siècle. En *faisant du civisme le nouveau socialisme*, être de gauche ne veut plus seulement dire combattre la domination sociale que subissent les travailleurs. Cela veut dire : combattre aussi *toute forme de domination sociale quelles qu'en soient les victimes* : les enfants, les jeunes, les femmes, les migrants, les handicapés, les LGBT, les adeptes d'autres cultures ou d'autres religions et les habitants d'une planète Terre menacée de destruction, bref, tous ceux qui sont discriminés et exploités par le biais de la consommation, alors qu'ils voudraient être sujets d'eux-mêmes et acteurs de leur existence personnelle.